

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soir_corruption@hotmail.com

FACE À L'ÉMERGENCE DE «NICHES DE CORRUPTION»

Le Premier ministre préconise la «transparence dans l'action»

Les souffrances du citoyen face à l'administration sont à l'origine de l'émergence de niches de corruption, selon le Premier ministre. Dans son allocution, lors de la cérémonie d'installation du ministre auprès du Premier ministre chargé de la Réforme du service public, M. Sellal a estimé que la réussite de l'Etat dans ses missions était «tributaire de la facilitation des conditions de vie du citoyen dans son environnement», notamment de la part de l'administration qui continue de poser des problèmes au citoyen.

«En dépit des mesures adoptées pour alléger les procédures administratives, nous n'avons pas encore atteint l'objectif escompté», a-t-il dit, soulignant que cette situation a favorisé l'émergence de «niches de corruption» dont la lutte exige la «transparence dans l'action» comme unique remède. La création de ce nouveau ministère chargé de réformer le service public traduit «l'intérêt majeur» qu'accorde le gouvernement à l'amélioration de la relation entre le citoyen et l'administration.

«Cette mission requiert de l'intelligence, de l'expérience et de la volonté», a-t-il affirmé. Pour le Premier ministre, il est inconcevable, en 2013, de continuer de gérer l'administration avec des procédés archaïques dans un pays comme l'Algérie qui dispose pourtant d'importantes ressources humaines et financières.»

Il a ajouté que l'obstination de l'administration à s'imposer de la sorte est «une erreur». À ce propos, il a cité plusieurs exemples concernant notam-

ment la multitude de documents demandés aux citoyens pour la constitution d'un dossier relatif à un projet donné ou au permis de conduire ou encore pour passer un concours. «Certes, la mission n'est pas facile, mais il est impératif d'alléger ces procédures au profit du citoyen», a-t-il insisté.

Faciles à identifier, mais veut-on réellement les dénicher ?

Les tracasseries des citoyens face à une administration de plus en plus bureaucratique ne cessent d'augmenter, faisant le lit de la corruption et multipliant les «niches» évoquées par le Premier ministre. Si ces niches sont facilement repérables et identifiables, veut-on réellement les «dénicher» et les rendre hors d'état de nuire ?

Les citoyens victimes de ces «niches» se posent souvent la question : pourquoi votre rue est-elle pleine de nids-de-poule depuis des années alors que dans le quartier d'à-côté, celui où vit le président d'APC, les chaussées sont refaites



Photo : DR

chaque année ? Comment se fait-il que vos enfants soient sur la liste d'attente de la meilleure école du quartier, alors que ceux de votre voisin enseignant y ont été admis immédiatement ?

Qui, en définitive, paie vraiment le prix de la corruption ? La vie n'est peut-être pas juste, mais nous avons tous besoin de croire que les règles qui gouvernent nos vies le sont et que la corruption pourra être éradiquée.

Cela revient à assurer que l'esprit, et non uniquement la lettre, de la loi est bien respec-

té et que nos sociétés sont régies par un ensemble correct de règles et de réglementations. S'attaquer à la corruption et aux abus est essentiel pour rétablir la confiance de tous et sortir de la crise économique actuelle.

Pourtant, il ne suffit pas qu'il y ait des règles en soit : pour qu'elles aient un sens, il faut aussi qu'elles permettent d'aborder la question correctement et il faut surtout qu'elles soient appliquées.

Dans le secteur public, la corruption est synonyme de médiocrité des services publics

tandis que dans le secteur privé, le coût est répercuté sur les consommateurs qui finissent par payer plus cher les biens et les services qu'ils acquièrent. Une chose est sûre : pour rétablir la confiance, il faut mettre en place des règles claires et les faire respecter. Et une confiance rétablie est le gage de politiques meilleures pour une vie meilleure.

En attendant, les niches de la corruption continueront à être peuplées de «chiens» prédateurs qui ne cesseront de se reproduire.

Djilali Hadjadj

Même les conseils économiques et sociaux débattent de lutte contre la corruption !

Le rôle de la société civile dans la promotion de l'emploi et la lutte contre la pauvreté et la corruption ont été au menu de la 13^e rencontre internationale de l'Association internationale des conseils économiques et sociaux et institutions similaires (AICESIS) qui s'est tenue les 11 et 12 septembre à Alger. Une table ronde ainsi que deux séances d'échanges ont été consa-

crés à cette problématique. L'élaboration d'une charte devant réunir un «large consensus» dans le cadre de la lutte contre la corruption à travers le monde a été recommandée par quelques participants, et on a même évoqué la nécessité d'impliquer les pouvoirs publics, la société civile, les syndicats et les organisations non gouvernementales.

La Suisse veut agir plus vite contre les «biens mal acquis» par les dictateurs déchus

La Suisse, plus vertueuse que ses pairs en matière de gel et de restitution des « biens mal acquis » aux pays du Sud ? Un projet de loi est en préparation au sein de la Confédération helvétique pour donner une nouvelle base légale, plus simple, solide et efficace au blocage et à la restitution des fonds de dictateurs déchus. Un blocage que pratique la Suisse de façon plutôt active depuis vingt-cinq ans, malgré son secret bancaire et en conformité avec les sanctions décidées à l'ONU.

Ce texte de loi — qui a été soumis à une consultation publique jusqu'à jeudi dernier, 12 septembre 2013 —, devrait être présenté au Parlement en 2014. Il doit régler toutes les questions juridiques qui se posent, en Suisse, comme dans n'importe quel autre pays, lorsqu'à la chute d'une dictature et sur la base de résolutions internationales ordonnant le gel des fonds détournés par les dirigeants déchus, décision est prise de bloquer les avoirs et de les confisquer, pour un jour les restituer aux pays spoliés. En clair, la Suisse, qui se basait jusqu'ici sur sa Constitution (la sauvegarde des intérêts du pays), et sur une loi de 2011, pour organiser le gel et la restitution des fonds, pourra demain le faire sur la base d'une loi ad hoc précise et complète.

LSC

Le droit d'accès à l'information bafoué en Espagne ?

La Cour suprême espagnole a ordonné à l'ONG «Access Info Europe» de verser 3000 euros au gouvernement espagnol pour avoir posé des questions au ministère de la Justice sur la mise en œuvre de la Convention des Nations unies contre la corruption. Selon la cour, l'ONG n'avait pas le droit d'exiger ce type d'information. Cette décision a été rendue en dépit du droit et de la jurisprudence internationale sur le droit d'accès à l'information pour lequel milite l'ONG. Celle-ci a fait appel auprès de la Cour constitutionnelle espagnole et s'est dite prête à saisir la Cour européenne des droits de l'homme.